

RENAUD JEAN

Seule, la dictature du prolétariat assurera la terre aux paysans

(Discours prononcé à la Chambre des députés,
le 5 novembre 1924)



PARIS

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120, Rue Lafayette, 120

1924

Prix : 0 fr. 30

Seule, la dictature du prolétariat assurera la terre aux paysans

*(Discours prononcé à la Chambre des députés
le 5 novembre 1924)*

Décadence de l'agriculture

RENAUD JEAN. — Dans son rapport, M. Compère-Morel met en relief la diminution des surfaces ensemencées, ainsi que celle des rendements à l'hectare. Le tableau qu'il a inséré à la page 24 me paraît particulièrement significatif à ce double propos.

Désignation des récoltes	Superficies cultivées		Différence	PRODUCTION moyenne par hectare en quintaux	
	1913	1922			
	Hectares	Hectares	Hectares		
Froment...	6.542.230	5.289.970	1.252.260	13.28	12.51
Méteil.....	123.050	110.460	12.650	12.11	10.83
Seigle... ..	1.175.710	888.460	287.250	10.81	10.98
Orge.....	760.205	693.020	67.185	13.73	12.85
Sarrasin...	451.430	355.540	95.890	12.54	11.01
Avoine....	3.979.270	2.436.430	542.840	13.02	12.17
Maïs.....	458.430	319.620	138.810	11.84	10.07

Par contre, les prés naturels, les herbages, les pâturages sont en augmentation sensible. Cependant, le cheptel a diminué dans d'importantes proportions.

M. Compère-Morel nous donne à ce sujet les chiffres que voici :

ESPÈCES	1913	1923	Différence
Chevaline.....	3.222.080	2.847.970	— 374.110
Mulassière.....	188.280	192.260	-- 3.980
Asine.....	356.310	283.760	— 72.550
Bovine.....	14.787.710	13.749.290	—1.038.420
Ovine.....	16.131.390	9.925.310	—6.206.080
Porcine.....	7.035.850	5.405.840	—1.630.010
Caprine.....	1.434.970	1.352.630	— 82.340

Page 61, après avoir comparé, chiffres à l'appui, la situation de l'agriculture française à celle d'autres pays, M. Compère-Morel ajoute :

« Ainsi, plus de doute.

« Devant de tels chiffres, les discussions doivent être closes, les controverses terminées, les débats finis.

« La seule constatation qui s'impose, et elle est bien triste, c'est que la France n'occupe pas, en Europe, dans aucune branche de la production agricole, un rang digne d'elle.

« Quatorzième pour le froment, elle est la quinzième pour le seigle, la douzième pour l'orge, la dixième pour l'avoine, le maïs, la betterave à sucre, la vingt et unième pour les pommes de terre. Seules, la quantité et la qualité de ses vins marquent une assez nette supériorité. »

Et la statistique du ministère du travail montre que cette chute ne coïncide pas avec la période de guerre, qu'elle avait commencé déjà depuis plusieurs années.

Or, le pays dans lequel nous enregistrons une situation aussi navrante est un de ceux qui, par le climat et aussi par la richesse du sol, semblent destinés à posséder une agriculture très prospère. Quelles sont donc les causes de cette décadence, tout au moins relative?

La désertion des campagnes

J'en vois deux : la désertion des campagnes ; le caractère routinier de l'agriculture française.

Vous entendez bien que je n'ai pas l'intention de discuter aujourd'hui et à fond la grave question de la désertion des campagnes. Cependant il me paraît indispensable d'en dire quelques mots, ne serait-ce que pour répondre aux conservateurs sociaux de tous les partis bourgeois qui essaient d'en tirer argument contre les lois de protection ouvrière et, en particulier, contre la journée de huit heures, ce qui serait, d'ailleurs, simplement une absurdité, s'il n'y avait pas là l'intention d'opposer les travailleurs des champs aux travailleurs des villes, de faire se battre, s'entre-déchirer les ouvriers et les paysans pour le plus grand profit du capital.

Je dis que ce serait simplement une absurdité parce que la désertion des campagnes avait commencé bien avant le vote de toutes les lois ouvrières, pour la bonne raison que le capitalisme naissant, que l'industrie moderne prirent dans les campagnes les premiers contingents de leur prolétariat.

En réalité, la désertion des campagnes date de la révolution économique qui se produisit à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, qui donna naissance à la grande industrie, qui modifia presque complètement la physiologie économique de notre pays, puisque la France, de nation auparavant essentiellement agricole, est devenue rapidement une nation à la fois agricole et industrielle et tend à devenir une nation où l'agriculture n'occupera plus que la seconde place.

Les variations de la valeur respective du capital agricole et du capital industriel pendant le dernier siècle, montrent bien comment s'est opéré ce changement de la France.

Il y a quelques mois, M. Pierre Caziot s'est efforcé, dans la *Journée industrielle*, de déterminer la valeur actuelle de la terre en France, tout en la comparant à celle d'autrefois. Au début du dix-neuvième siècle, la terre représentait au moins la moitié de la fortune de la France. Pour 1914, M. Caziot estime qu'on peut donner le chiffre de 70 milliards sur une fortune totale de 270 à 300 milliards, ce qui montre

que la terre ne représentait plus, en 1914, que le quart de la fortune totale française. Enfin, pour l'après-guerre, M. Caziot donne les chiffres de 120 à 125 milliards sur une fortune totale de 800 à 900 milliards.

Messieurs, la capacité de production de la terre est limitée, très limitée, tandis que celle de l'usine ne l'est pas. En une période où, même en employant tous les perfectionnements techniques, on n'obtient qu'une très faible augmentation du rendement en blé, la production d'automobiles variera dans le rapport de 1 à 10, de 1 à 50, de plus que cela, même!

Tout naturellement, dans ces conditions, le capital quitte la terre pour aller à l'industrie ou au commerce, emmenant avec lui des contingents nouveaux de travailleurs prélevés dans les fermes.

Cette désertion a été entretenue par le service militaire obligatoire qui est une des caractéristiques de la civilisation actuelle. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Le jeune paysan, arraché à la terre à un moment où des liens trop fragiles l'attachaient encore au sol natal, se trouve brusquement en contact avec la vie bruyante des villes. Il souffre quelque temps, au début, de la servitude de la vie militaire. Puis il s'habitue. Le soir, il se mêle à la foule animée des rues. Son village lui paraît désert, sombre et mort. Si l'occasion s'en présente, il n'y reviendra plus. (*Très bien! très bien!*)

Et puis, messieurs, comment ne pas dire un mot des ravages exercés dans les campagnes par la guerre de 1914-1918!

M. ADRIEN PRESSEMANE. — La voilà, la réduction de la main-d'œuvre!

RENAUD JEAN. — Un million au moins de paysans sont tombés de la mer du Nord aux Vosges, ou sur les champs de bataille des théâtres extérieurs d'opérations. Sur la place publique de chacun de nos villages, se dressent des monuments de granit ou des plaques de marbre où on lit les noms de vingt à trente jeunes hommes arrachés à la terre au moment où ils lui donnaient le meilleur de leurs forces. (*Très bien! très bien!*)

Je ne connais pas d'argument plus poignant dans

sa simplicité contre certaines campagnes menées contre nous parmi les paysans.

On essaye de les épouvanter avec la légende des horreurs de la révolution et de la guerre civile.

Mais les mouvements révolutionnaires qui ont bouleversé ce pays depuis cent quarante ans : 1793, 1830, 1848, la Commune, n'ont pas versé une seule goutte de sang dans la plupart des communes rurales françaises. Cependant 1793 libéra les paysans de l'ancienne féodalité. Si les paysans avaient compris 1848 et la Commune, ils auraient maintenant les terres qu'ils ne possèdent pas encore. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Par contre, la guerre, qui n'a rien donné aux paysans, les a massacrés par millions.

Une révolution, c'est le progrès, c'est une amélioration sensible des conditions d'existence des masses, et qui ne demande aux masses que des sacrifices très faibles.

La guerre, c'est la ruine matérielle et le massacre des masses.

Une révolution en France, ce serait certainement quelques milliers de morts, mais aussi la terre aux paysans, l'usine aux ouvriers. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Le régime capitaliste, c'est des millions de morts qui accroissent l'exploitation qui pèse sur les ouvriers et les paysans. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Je pense également qu'un des motifs principaux de la désertion des campagnes réside dans la situation matérielle des différentes catégories paysannes. Je veux m'occuper surtout de ce qui concerne les conditions de travail du paysan et de la rémunération que ce travail obtient.

Cependant, les conditions de logement défectueuses pour presque tous les paysans, lamentables pour beaucoup de domestiques agricoles qui couchent, vous le savez, encore à l'écurie, à l'étable, la mauvaise nourriture, l'absence de moyens de transport, la pénurie de moyens de communication et de distractions, tout cela contribue à déraciner, chaque année, des milliers de terriens.

Entre une grande ville moderne avec l'éclairage électrique, l'eau et le gaz à tous les étages dans toutes les maisons, avec ses rues bien pavées, sans boue,

brillantes et lisses, avec ses salles de récréation, de spectacle, ses bibliothèques, et la moyenne de nos villages, il y a une différence de plusieurs siècles. La civilisation, au moins matérielle, est en avance dans les villes. Et le paysan qui veut vivre commodément, va chercher les commodités de l'existence là où il suppose les trouver, à la ville.

L'exploitation des paysans en régime capitaliste

Mais, je le répète, je m'occuperai surtout des conditions de travail du paysan et de la rémunération qu'il obtient.

Fidèles au vieil adage : « diviser pour régner », les conservateurs sociaux s'ingénient à créer des oppositions entre les diverses catégories paysannes, ou à aigrir, à aggraver les oppositions qui existent.

Certes, nous savons qu'il y a des différences entre ces diverses catégories : petits propriétaires, métayers, petits fermiers, salariés.

Le petit propriétaire possède son champ, tandis que le métayer, le fermier, le salarié cultivent encore la terre des autres.

Le petit propriétaire, le fermier et bien souvent le métayer, disposent en quelque sorte de la direction de leur travail, ils ont le choix de l'heure, des cultures, dans la mesure où le temps et la nature du sol le permettent. Par contre, le salarié subit comme l'ouvrier une discipline qui lui est extérieure.

Cette situation se complique encore du fait que bien souvent le petit propriétaire, le métayer et le fermier ont des domestiques et que, par conséquent, se posent entre eux toutes les questions qui opposent les employeurs et les employés.

Mais ces différences, cependant réelles, ne sauraient faire oublier aux paysans le lien qui les unit. Je veux parler de l'exploitation qu'ils subissent les uns et les autres, du fait du régime capitaliste.

Et, d'abord, les petits propriétaires.

Depuis la guerre, par suite de la dévalorisation du franc, ils ont pu se libérer largement des hypothèques. Par suite de la hausse de leurs denrées, supérieure à la hausse des terres, ils ont pu augmenter l'étendue de leurs exploitations. Je le répète, ils ont une situation meilleure, ils sont plus nombreux qu'au-

trefois, mais sont-ils, pour cela, à l'abri de tout danger?

Leurs économies me semblent singulièrement menacées par la situation financière présente. Ils l'ont compris, il y a quelques mois, en janvier ou en février, quand la livre sterling est passée à 100, 110, 120 et 125 francs. Et aujourd'hui, messieurs, avec vos budgets monstrueux, avec ce déficit que l'on cache un instant, qu'il faut avouer cependant au bout du compte, qui oserait assurer que le franc et, par conséquent, le billet de mille du paysan et ses titres sont désormais à l'abri d'une catastrophe possible?

Puis, le paysan, aujourd'hui comme hier, reste un jouet entre les mains de ceux à qui il achète et à qui il vend.

On a dit que les paysans vendaient leurs produits trop cher. En réalité, le paysan n'a aucune action sur le cours de ses produits. (*Très bien! très bien!*) Les cours, il ne les fixe pas, il les subit. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste, à droite et sur divers bancs.*) Fréquemment, il paye ce qu'il achète plus cher qu'il ne vend ce qu'il porte au marché.

Voyez, par exemple, ce qui s'est passé pour le blé. La dernière statistique nous indique que l'hectolitre de blé valait, en 1910, 19 fr. 10; en 1911, 20 fr. 28; en 1912, 21 fr. 29; en 1913, 20 fr. 73; et, en 1918, 58 fr. 55; en 1919, 56 fr. 41; en 1920, 74 fr. 95 et, en 1921, 54 fr. 86. Moyenne, pour les quatre années d'avant guerre, 20 fr. 35 l'hectolitre; moyenne pour 1918, 1919, 1920 et 1921, 61 fr. 19 l'hectolitre.

Par conséquent, après la guerre, le producteur de blé obtenait une rémunération à peine triple de sa rémunération d'avant guerre, alors qu'il payait quatre ou cinq fois plus cher l'outillage, les engrais, tout ce qui était nécessaire à son existence et à son travail. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

M. EDOUARD DE WARREN. — C'est très vrai.

RENAUD JEAN. — Remarquez qu'il s'agit là de prix moyens portant sur toute l'année. Mais vous savez bien que presque tous les ans la même opération se reproduit. Au moment de la récolte, quand le petit paysan, parce qu'il doit faire face à des échéances

ou parce qu'il n'a pas de place pour loger sa récolte, est obligé de vendre, les cours tombent pour remonter quelques mois plus tard.

Je connais des paysans à qui l'on a volé ainsi, l'an passé — je dis volé parce qu'il n'y a pas d'autre mot pour exprimer ce fait (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste*) — le quart de leur travail d'une année.

Remarquez aussi que, tandis que le rendement en France n'est que de 1.300 kilogrammes de blé à l'hectare, dans certaines régions, comme on l'a dit tout à l'heure, il atteint 2.500 à 3.000 kilogrammes et même plus.

Ces deux remarques vous montrent encore mieux combien reste pénible, après la guerre, la situation de la plupart des petits propriétaires.

Vous le voyez donc, messieurs, bien qu'ils soient libérés de l'exploitation du maître, les petits paysans ne sont pas au bout de leurs peines; ils restent les victimes de la liberté du commerce qui, là, comme partout, se traduit bien souvent par la liberté du vol.

Les métayers, les petits fermiers, comme les petits propriétaires, sont pillés sur leurs ventes et sur leurs achats, mais, de plus, ils ne possèdent pas cette terre, qu'ils travaillent pourtant de père en fils, depuis des siècles.

Oh! je connais le vieux conseil : « Travaille, épargne et tu pourras acquérir la terre! » Certes, les paysans français ont mené et mènent de rudes assauts contre les grands domaines de la bourgeoisie ou de l'ancienne noblesse. Pour l'avoir vue se dérouler à côté de moi et même pour y avoir pris part dans une certaine mesure, je sais la ténacité, la volonté qu'une pareille lutte exige.

Le fils du paysan prolétaire est déjà pris à dix ans, à douze ans, dans l'engrenage du salariat. On l'emploie pour ramasser le fourrage et garder les bestiaux. À quinze, seize ou dix-sept ans, il peut commencer à réaliser quelques économies, que la caserne dévore, ensuite, en quelques mois. Au retour du service militaire, il veut se marier, fonder un foyer; c'est l'union de deux courages, mais aussi de deux misères; on a de l'espoir, on se met à la besogne, mais, tous les ans, il faut prélever une part de la récolte pour la donner au maître. Puis, il y a le coup de la grêle, les intempéries, la maladie. Ré-

sultat : les années se passent, les générations se suivent, sans que la famille puisse acquérir la terre qui lui est indispensable. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Mais, messieurs, de tous les paysans, ceux dont la situation est le plus lamentable à tous les points de vue, ce sont les domestiques agricoles des grandes régions de culture. Ils arrivent par centaines dans les gros bourgs, les jours de louée. J'ai vu cela, une fois dans ma vie, à Patay. On aurait dit une foire aux hommes. Ils étaient là 1.000, 1.200, sous la halle du village. Les gros fermiers tournaient autour d'eux, les examinaient, semblaient vouloir deviner la grosseur des muscles sous le vêtement. Pour un peu, ils les auraient tâtes comme du bétail. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Et ces hommes, qui sont forcés ainsi de se vendre pendant quatre mois d'abord, huit mois ensuite, ces hommes-là se sont battus pendant quatre ans pour défendre, paraît-il, une terre dont il ne possédaient et ne posséderont jamais un pouce carré. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

À ce moment-là, la fenaison battait son plein, les avoines pâlissaient déjà.

La fenaison, les moissons, les betteraves, les semailles, les batteries, toute une perspective de travaux écrasants, travaux que la machine n'allège guère puisqu'on ne l'emploie, en fait, que pour remplacer la main-d'œuvre qui manque, et non pour diminuer la peine.

Et, en échange, un salaire inférieur à celui payé dans les villes, une nourriture souvent insuffisante et, le soir, la couchette à l'étable, avec les bêtes.

Par conséquent, messieurs, malgré la différence réelle qui existe entre les différentes catégories paysannes, un même lien les unit toutes : l'exploitation qu'elles subissent les unes et les autres. Dès que le paysan apprend à compter son temps de travail, dès qu'il sait calculer son gain ou son salaire horaire, il s'aperçoit que son travail, qui cependant nourrit le monde, est un des moins payés.

Ajoutez à cela le manque de confort, la monotonie de la vie aux champs qui pèse beaucoup plus sur les jeunes que sur les vieux, et ne soyez pas surpris si, en dépit de la prospérité qu'on lui prête, le

paysan, comme hier, continue à abandonner la terre et si les ronces gagnent sur les champs de blé.

Caractère routinier de l'agriculture française

Messieurs, je considère que le caractère routinier de l'agriculture française est la seconde des causes principales de la décadence dont j'ai parlé au début de mon exposé.

Je n'insisterai pas sur les inconvénients du morcellement excessif qui fait perdre au paysan un temps précieux, temps qu'il emploierait bien mieux à soigner davantage ses champs remembrés ou même à se reposer, à s'arracher un peu à la chaîne du travail, à vivre.

Tout a été dit également au sujet des engrais, de l'outillage, du drainage, de l'irrigation, de l'électrification. Je n'y reviendrai pas. Je me bornerai donc à poser la question suivante :

Croyez-vous que vos budgets, le budget de 1925 comme celui de 1924, comme tous les autres, permettent d'espérer, même dans un délai lointain, la disparition de cet état de choses ?

Ici, messieurs, je dois vous parler un peu du caractère des paysans, parce que, pour cacher la responsabilité de la situation présente, responsabilité qui pèse uniquement sur un régime basé sur le profit et dans lequel, par conséquent, toutes les forces vives se portent vers les branches de la production où l'on réalise le profit le plus élevé, l'industrie et le commerce, on a accusé le travailleur de la terre. On a dit : Le paysan français est un routinier, il est encroûté dans sa routine, il y restera.

Messieurs, je m'inscris en faux contre un pareil jugement. Si le paysan français est routinier, c'est parce qu'on a voulu qu'il soit routinier, ou en tout cas, parce qu'on n'a rien fait pour guérir sa routine.

M. HENRI LANIEL. — Le paysan est de moins en moins routinier.

RENAUD JEAN. — Je représente, vous le savez — et cela vous a surpris parfois — une région essentiellement agricole, où l'outillage moderne a rencontré tout d'abord les plus vives résistances. Cela s'explique d'ailleurs un peu par le morcellement

excessif des exploitations. Eh bien ! je me rappelle qu'avant la guerre, en 1914 encore, nous partions, mes voisins et moi, pendant quinze jours, trois semaines, en mai et juin, pour faire la course dans les prés, avec une faux à la main.

Je ne sais pas s'il y a parmi vous des hommes qui aient également pratiqué ce genre de sport, je vous affirme, en tout cas, qu'il assouplit fort bien les bras, les jambes et les reins.

Le matin, quand l'herbe était humide de rosée, quand la faux était battue de près, cela marchait encore assez bien ; mais, vers sept heures ou huit heures, quand le soleil montait, qu'il buvait la rosée, que l'herbe desséchée offrait des résistances de bois mort, que la faux émoussée par les taupinières rencontrées en chemin se refusait à mordre, le travail devenait une torture véritable.

Et c'était toujours ce moment-là que les meilleurs faucheurs choisissaient pour forcer le train. On se brisait de fatigue, on sabotait la besogne.

Cependant, lorsque, il y a vingt-cinq ou trente ans, la première faucheuse parut, les paysans de chez nous hésitèrent longtemps avant de l'employer. Ils disaient que la faucheuse brûlait l'herbe des prés. En 1914, la faux lui faisait encore concurrence. Mais la guerre vint. Elle prit les jeunes, par conséquent les bons faucheurs, et, alors, les vieux achetèrent des faucheuses. Depuis, ils ne connaissent plus la faux. Sur ce point, la routine a été vaincue.

M. HENRI LANIEL. — Nos paysans ne sont donc pas routiniers.

RENAUD JEAN. — On pourrait vaincre ainsi la routine partout, sans recommencer la guerre pour cela. (*Exclamations à droite.*)

M. EDMOND PETITFILS. — Conclusion inattendue ! Quel rapport la guerre a-t-elle avec la disparition de la routine ?

M. HENRI LANIEL. — Chez nous, avant la guerre, les paysans n'étaient déjà plus des routiniers.

Le gouvernement ne fait rien pour développer l'agriculture

RENAUD JEAN. — Le paysan d'aujourd'hui n'est plus celui d'il y a cinquante ans. Il ne confond plus le travail accompli avec la peine qu'il a prise à l'effectuer. Il est prêt à employer les méthodes modernes et à suivre les conseils éclairés des techniciens, mais à une condition cependant, c'est qu'auparavant, vous lui montriez, non plus par des livres, par des journaux, par des brochures ou par des discours, mais par des faits, qu'avec les méthodes modernes, il obtiendra un rendement supérieur en se fatiguant moins.

Il y a même une seconde condition : c'est que vous lui facilitiez l'acquisition de l'outillage que les méthodes modernes de culture exigent.

Or, messieurs, ce n'est pas avec vos budgets ridicules que vous pourrez réaliser cette double condition.

Le Gouvernement nous demande 192 millions pour l'agriculture dans un budget de 33 ou 34 milliards — personne ne sait au juste à combien il se monte — dans un budget où l'on attribue plus de 5 milliards à la guerre et à la marine. On donne à l'agriculture la 170^e partie environ du budget français.

On donne 25 fois plus d'argent pour apprendre à tuer que pour faire du blé (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste*), et cela dans un pays qui, je le répète, par son climat excellent en sa variété, par son sol fertile, est capable de devenir un des meilleurs pays agricoles du monde.

Ces chiffres : 192 millions pour la terre et 5 milliards pour la guerre et la marine, jugent un régime ; je dirai plus : ils jugent une civilisation. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Ce n'est pas avec ces 192 millions que vous pourrez faciliter au paysan l'adoption des méthodes perfectionnées de culture.

Vraiment, je ne vous comprends pas. Vous êtes ou vous paraissez être par instants inquiets des perspectives révolutionnaires que le monde présent place devant vos yeux, vous prétendez que le meilleur barrage à dresser devant la vague rouge, c'est la diffu-

sion, la consolidation de la petite propriété paysanne. En quoi vous avez raison en une certaine mesure.

Cependant, il ne faudrait pas trop compter sur les paysans petits propriétaires, parce qu'ils n'ont pas oublié les souffrances que leurs ancêtres subirent de la part de la noblesse et de la bourgeoisie terriennes, et aussi parce qu'ils savent qu'ils payent aux marchands d'engrais de Saint-Gobain, aux marchands de faucheuses, au commerce et à l'industrie une dime au moins aussi forte que celle qu'ils payaient jadis aux barons et comtes abolis. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste. — Rires à droite.*)

Mais puisque vous comptez sur les paysans petits propriétaires, vous devriez faire tout le possible pour aller à leur secours et pour augmenter leur nombre. Que faites-vous dans ce sens ? Rien ou presque rien.

Inutile de parler, n'est-ce pas, du crédit agricole où le paysan attend des années parfois pour qu'on lui refuse quelques milliers de francs ou même, quand le prêt est accordé, il se passe des mois et des années avant qu'il soit versé, cependant que la caisse régionale et la caisse nationale se rejettent la responsabilité de ces retards.

Inutile également de parler du génie rural à qui vous donnez généreusement 3.500.000 francs, à une époque où s'imposent les grands travaux d'électrification, au moment où des milliers de dossiers dorment dans ses cartons.

J'y insiste, tout à la campagne est une question de faits, on l'a dit, je le répète, tout est affaire d'expériences pratiquées sous les yeux des paysans.

Vous aurez beau multiplier les conférences, auxquelles d'ailleurs presque personne n'assiste, répandre les journaux, les brochures, tracer des graphiques pour montrer la supériorité des méthodes nouvelles sur les anciennes, vous ne gagnerez qu'une minorité infime de paysans, et précisément ceux-là n'auront peut-être pas les moyens matériels d'agir.

Comme saint Thomas — je crois que c'est lui — (*Sourires*), le paysan veut voir avant de croire.

Créez des fermes modèles, une par canton d'abord, que vous consacrez à toutes les cultures de la région. Le jour où le paysan verra de ses yeux qu'on obtient, sur son sol, 25 quintaux de blé à l'hectare,

alors qu'il n'en tire en s'épuisant que 15 ou 20, immédiatement il se mettra à l'alignement, si je puis ainsi parler.

Mais une pareille politique agricole vous coûterait des centaines de millions, et ces millions vous les gardez pour des besognes de mort. Il ne vous en reste plus pour la terre de France! (*Applaudissement à l'extrême gauche communiste.*)

M. BIRÉ. — Nous ne voulons pas être tués par les Allemands.

RENAUD JEAN. — Il y a quelques années, MM. Compère-Morel et Valière déposaient une demande de crédit de 1 milliard pour l'agriculture, crédit payable en trois années, si mes souvenirs sont exacts. M. Valière, dans son discours, déclarait que M. Pierre Caziot venait d'écrire dans un livre : « Ce n'est pas 1 milliard qu'il faudrait, c'est 5 milliards, pour donner à la France l'agriculture qu'elle pourrait posséder. »

Aujourd'hui, par un renversement bizarre, M. Compère-Morel rapporte un budget de 192 millions, semblable à celui du bloc national qu'il combattait jadis. (*Rires à droite et au centre. — Très bien! très bien! à l'extrême gauche communiste.*)

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai rapporté ce budget de 192 millions dans le même sens et dans le même esprit que toutes les interventions que j'ai faites à cette tribune.

M. Renaud Jean, avec tact et délicatesse, dans un langage admirablement poétique, vient d'exposer ce qu'est le paysan comme nous le faisons depuis trente ans dans toutes nos campagnes.

Je rends hommage à la modération de son discours, modération qui a plu, d'ailleurs, à la Chambre entière. (*Très bien! très bien!*)

Je tiens à lui dire que si je rapporte ce budget de 192 millions, c'est en affirmant que c'est un budget ridicule, misérable et inopérant. J'ai été très heureux d'être rapporteur du budget de l'agriculture pour dire au monde paysan tout entier que ce budget ne peut en rien lui donner satisfaction.

Je crois que ces paroles prononcées à la tribune par le rapporteur même du budget de l'agriculture, avec toute l'autorité que lui confère cette fonction,

auront assez d'écho dans le pays pour faire comprendre la nécessité de l'augmenter. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. HENRI LANIEL. — Les paysans demandent surtout qu'on les laisse tranquilles.

RENAUD JEAN. — Je sais bien que le rapport de M. Compère-Morel est le rapport d'un homme qui n'est pas entièrement content, mais je sais aussi que cependant il l'a écrit et qu'il le défend. Je constate que ce budget marque une évolution politique qu'il importe de souligner.

M. LE RAPPORTEUR. — Cette affirmation est détruite par le rapport lui-même.

RENAUD JEAN. — Les mesures d'encouragement agricole, sous la Chambre de gauche comme sous la Chambre de droite, sont, en réalité, de simples trompe-l'œil. Impuissants à résoudre le problème agricole en France, à donner à la France les rendements qu'elle mérite, ils le sont aussi à résoudre la question agraire, à donner aux millions de paysans français la terre qu'ils ne possèdent pas.

Les divers partis bourgeois ont, jusqu'à présent, mobilisé les paysans par de simples apparences. Les paysans commencent à comprendre. Craignez le jour où leurs yeux seront complètement ouverts.

M. BIRÉ. — Ce sont surtout les soviets qui ont à craindre ce jour-là.

RENAUD JEAN. — Les soviets ont donné la terre aux paysans et j'espère qu'il en sera de même en France.

M. HENRI LANIEL. — Il n'y a que la Russie qui ne dépense rien pour son armée!

La terre aux paysans!

RENAUD JEAN. — Nous pensons que le problème agricole porte en lui deux questions également importantes : la question agraire, c'est-à-dire la question de la propriété du sol et celle de la progression de la production.

D'après le rapport de M. Grinda sur les assurances sociales, le nombre des salariés agricoles en France

est de 2.499.361 hommes et 1.063.296 femmes. Si on ajoute à ces 3.562.657 salariés les petits fermiers, et aussi les paysans privés partiellement de la terre correspondant à leurs besoins et à leurs capacités de travail, on aboutit à la conclusion suivante : il y a, en France, 5 millions au bas mot de paysans sans terre ou ne possédant pas une quantité suffisante de terre.

Ainsi se dissipe la légende d'après laquelle la Révolution de 89 aurait résolu la question agraire en France en donnant ou vendant aux paysans les terres de l'ancienne noblesse et du clergé. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Il faut, pour que les paysans possèdent toute la terre, comme la justice et le bon sens le commandent, qu'une grande opération de reprise s'effectue dans ce pays. Il faut que l'on enlève aux hobereaux, aux bourgeois campagnards, les terres travaillées par les métayers, les petits fermiers, les salariés, ainsi que les bâtiments, l'outillage et les cheptels qui en dépendent. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

Par contre, les mêmes principes commandent de respecter les biens du petit propriétaire, parce qu'entre ses mains la terre ne constitue qu'un instrument de travail.

Je vais plus loin. Je dis que cette expropriation doit se faire sans indemnité...

Un membre à droite. — Comme celle des fabriques d'allumettes.

RENAUD JEAN. — ...parce que les hobereaux et les bourgeois campagnards réalisent généralement le type le plus complet de l'oisif, de l'inutile et du parasite. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

Dans la région que je représente, ils sont encore fort nombreux, et avec eux a persisté un des genres d'exploitation le plus dur : le métayage. Toute leur activité se borne à passer dans les fermes, — et encore envoient-ils souvent à leur place des domestiques, — pour y prélever la moitié du blé en juillet et en août, la moitié du vin en octobre, la moitié de l'argent des tabacs en janvier-février, et, pendant toute l'année, la moitié des bénéfices sur le bétail.

Dans ces conditions, une expropriation n'est pas autre chose qu'une restitution, et même une restitution partielle, car ils resteront débiteurs envers la société des produits qu'ils ont entassés depuis des siècles, sans rien lui donner en échange. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste. — Rires à droite.*)

M. HUGUET. — Il faudra bien leur en laisser un peu pour qu'ils puissent travailler. (*Sourires.*)

RENAUD JEAN. — Par contre, — et le parti communiste l'a également toujours dit, — cette question de l'expropriation pose un problème délicat pour une catégorie de propriétaires : je veux parler des vieux paysans sans enfants que l'âge ou les infirmités ont obligés à abandonner la charrue.

Ils ont retourné la terre pendant cinquante ans et plus parfois. Ils connaissent toutes les fatigues, tous les déboires de la rude vie des champs : la gelée qui emporte les bourgeons en avril, les pluies persistantes du printemps qui entraînent les engrais et anémient les céréales ; la grêle qui hache en un instant les récoltes, qui produit en juillet et en août la nudité de décembre.

Mais leur corps s'est voûté, leurs membres sont affaiblis. Que faites-vous pour eux ? Si leur fils unique a été tué à la guerre, vous leur donnez quelques centaines de francs, une aumône. S'ils n'ont pas d'enfant, il n'y a rien pour eux ; pour vivre, ils sont obligés de céder leur terre à un métayer ou à un fermier. Et cela ne les met pas à l'abri du besoin, parce qu'ils courent encore le risque des mauvaises récoltes et des spéculations scélérates des gens que vous connaissez. Il y a là une situation révoltante.

Ces hommes ont travaillé la terre pendant cinquante années et plus, ils ont produit du pain, de la viande, du vin, de la nourriture pour plusieurs familles et ils sont obligés, sur leurs vieux jours, de disputer leur pain aux travailleurs en exercice. Votre société dresse en posture d'ennemi des hommes que devrait relier la solidarité du travail d'hier et du travail d'aujourd'hui.

Ces vieux paysans méritent un meilleur sort. Par une large retraite, la société doit leur permettre une existence matériellement et moralement supérieure. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

M. BIRÉ. — Il n'y a qu'à les nommer gardes champêtres.

RENAUD JEAN. — C'est un défenseur des paysans qui parle ainsi, un de ces hobereaux campagnards de la droite, sans doute.

M. FERDINAND BOUGÈRE. — Croyez-vous donc que c'est déshonorant d'être garde champêtre?

RENAUD JEAN. — L'expropriation faite, les terres, toutes les terres devront être remises aux paysans. Ici, je reprends une expression chère à M. Compère-Morel, non seulement parce qu'elle répond à ma pensée, mais aussi parce qu'elle exprime une vérité profonde : la terre ne supporte pas une exploitation irresponsable et désintéressée; aux champs, tout contrôle est pratiquement impossible. Je l'ai dit et écrit bien souvent moi-même : il est impossible de mesurer la profondeur du sillon creusé, de vérifier si ce sillon a été pratiqué au moment le plus favorable. Il est impossible, surtout, d'imposer au rural des journées de travail de douze ou quatorze heures, cependant indispensables quand les pluies l'ont immobilisé pendant des semaines entières. Comme tous les hommes de notre époque, le paysan a besoin, pour produire, de sentir l'aiguillon de l'intérêt individuel, et cela durera sans doute encore longtemps.

M. HENRI LANIEL. — Toujours!

RENAUD JEAN. — Je me hâte, d'ailleurs, de dire que je fais confiance à l'évolution économique, au développement du machinisme qui facilitera le travail des champs. Je fais confiance aussi à l'éducation pour réaliser une moralité humaine supérieure, mais seulement le jour où les moyens d'éducation, l'école, le livre, le journal seront enlevés au capital qui les possède maintenant, le jour où ils serviront le bien commun et non plus l'intérêt d'une minorité privilégiée. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Par conséquent, toute la terre aux paysans, sous la forme collective là où la culture est déjà industrialisée, où la ferme est devenue une sorte d'usine, sous la forme familiale partout ailleurs.

Il serait aussi stupide économiquement, aussi antisocialiste et anticommuniste de morceler une grande ferme, munie de l'outillage moderne, que de grouper

des exploitations où les conditions de la culture collective ne sont pas réalisées.

Le communisme ne prétend pas devancer l'évolution économique, il veut simplement la suivre; mais, il veut aussi s'emparer du pouvoir politique (*Exclamations à droite et au centre*) pour diriger, pour discipliner cette évolution et pour donner aux travailleurs le maximum de bien-être correspondant à chaque période.

Naturellement, cette tâche de la répartition des terres entre les paysans sera faite par les paysans eux-mêmes, groupés dans leurs conseils locaux. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Cette double opération effectuée, la moitié du problème agricole se trouvera résolue. Notez, d'ailleurs, que le remembrement pourra facilement s'opérer à l'occasion de cette vaste transformation.

Nécessité de la Révolution

Mais pour enlever leurs terres aux hobereaux campagnards, comme pour enlever la banque, les chemins de fer, l'usine, le grand magasin à leurs détenteurs actuels, il faudra autre chose que des débats parlementaires, même dans une Chambre de gauche. Il y faudra l'action directe des travailleurs, révoltés contre leurs maîtres. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste. — Interruptions à droite et au centre.*)

M. EDOUARD DE WARREN. — C'est l'appel à la révolution.

RENAUD JEAN. — Les paysans russes, dont on parlait il y a quelques instants du côté droit de cette Assemblée, ont montré aux paysans français et aux paysans du monde entier comment s'effectue en bloc, d'un seul coup, la conquête de la terre. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

M. DE MONICAULT. — Comment on résiste au Gouvernement!

RENAUD JEAN. — En dehors de l'action révolutionnaire, il n'y a rien.

M. VALUDE. — Alors, qu'est-ce que vous faites ici?

RENAUD JEAN. — J'essaye, de la tribune, de faire comprendre aux masses la nécessité de l'action révolutionnaire. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Je disais qu'en dehors de l'action révolutionnaire il n'y a rien.

Rien que des lois de protection ouvrière que le patronat agricole ou industriel sabote à sa guise, rien qu'un crédit agricole illusoire, rien qu'un budget de 192 millions pour l'agriculture quand on donne 5 milliards pour la guerre.

Et c'est ici que nous nous séparons de la fraction socialiste du cartel et, en particulier, de M. Compère-Morel. Ses idées sur l'expropriation, sur l'organisation agraire sont aussi les nôtres. Je parle du moins de celles qu'il exprimait il y a quelques années... (*Sourires à droite et au centre.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Elle n'ont jamais changé et je suis heureux que vous les repreniez à la tribune.

RENAUD JEAN. — Je les reprends à votre place. Et je suis entièrement libre pour le faire. Vous, vous ne l'êtes plus depuis le cartel d'une minute.

M. PARVY. — Ne parlez pas de liberté. Vous n'êtes même pas libre de dire ce que vous voulez à la tribune.

RENAUD JEAN. — Je disais que nos idées sur l'expropriation et sur l'organisation agraire sont celles du parti socialiste et j'ajoutais : celles que M. Compère-Morel exprimait il y a dix ou vingt ans dans ses discours, dans ses brochures, où les paysans socialistes de mon âge ont puisé une grande partie du peu qu'ils savent.

Mais ce qui creuse entre vous et nous un fossé infranchissable, ce sont les moyens à employer pour enlever la terre aux féodaux campagnards et la donner aux paysans. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche communiste.*)

De plus en plus, le parti socialiste tourne le dos à la révolution lutte, à la révolution bataille de classes... (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

A l'extrême gauche. — Ne nous faites pas rire!

M. LE PRÉSIDENT. — Ces interruptions sont intolérables. Je vous prie d'écouter.

RENAUD JEAN. — ...pour y substituer dans l'esprit des travailleurs l'idée d'une révolution faite à coups de réformes dans le régime, par le jeu des institutions parlementaires.

M. EDOUARD DE WARREN. — Parlez-nous du budget de l'agriculture!

RENAUD JEAN. — Pour abattre le régime capitaliste, le parti socialiste fait maintenant confiance aux institutions que le régime capitaliste a forgées, alors que tout le passé du monde démontre qu'on ne s'évade pas d'un régime en détail, par des fissures, mais qu'il faut l'abattre par l'action révolutionnaire. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Aussi, en présence de ce budget ridicule, présenté par une majorité de gauche, rapporté par un socialiste, nous criions aux paysans : Organisez-vous pour l'action directe contre vos maîtres, chassez de vos syndicats tous ceux qui ne partagent pas votre travail quotidien...

M. HENRI LANIEL. — Il n'en restera plus!

RENAUD JEAN. — ...constituez le bloc des paysans travailleurs, unissez-vous aux ouvriers pour former avec eux le bloc ouvrier et paysan. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste.*)

Ainsi, vous pourrez prendre la terre de vos maîtres et, grâce au pouvoir politique, conquis du même coup, vous disposerez des ressources nécessaires à la transformation agricole qui vous permettra d'obtenir le rendement maximum avec le minimum d'effort. (*Applaudissements à l'extrême gauche communiste. — Interruptions à droite et au centre.*)

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

PARIS — 120, Rue Lafayette, 120 — PARIS

RENAUD JEAN

Le Communisme et les paysans..... 0.30

Entre paysans..... 0.30

C. P. I.

Première Conférence Internationale Pay-
sanne..... 2.50

Imp. Coop. " La Typo-Litho, Malakoff (Seine)